

l'Outil



du Combat Prolétarien n°1

Sortie de crise ?

...Le FMI, les banquiers le disent eux-même :

« Quand c'est fini, ça recommence !! »

>>>Pages 3 à 5 __

Proche-Orient :

Guerre en Syrie, massacres en Palestine,

La violence peut-elle cesser ?

>>>Pages 6 à 12 __

Avenir social

Robotisation :

créé-t-elle de la valeur ?

Va-t-elle supprimer le travail ?

...Ce que le capitalisme réserve au prolétariat !

>>>Pages 18 à 20 __

Sommaire:

Page 3>>> Le FMI prédit une nouvelle crise économique mondiale: Ces derniers temps, de nombreuses institutions mondiales avertissent qu'une nouvelle crise va avoir lieu.

Page 3>>> JP Morgan prédit une super-crise économique pour 2020: 10 ans après la faillite de Lehman Brothers et l'effondrement des marchés qui a suivi en 2008, la banque américaine JP Morgan compare la situation actuelle avec celle de 2008 et prédit une nouvelle crise.

Page 4>>> Des PDG de grandes entreprises américaines vendent leurs actions
Les décisions de ces investisseurs "initiés" indiquent qu'ils préfèrent être prudents ou qu'ils anticipent l'effondrement du marché action.

Page 4>>> La pauvreté augmente en France:
Depuis la crise de 2008, le nombre de pauvres a augmenté en France. Cela représente une augmentation de plusieurs centaines de milliers de personnes.

Page 5>>> Comment les "élites" dépensent votre argent: Pendant que la misère augmente pour une grande partie de la population, le train de vie des "élites" est toujours aussi "modeste"...

Page 6>>> Les députés de La République en marche votent... pour plus d'opacité comptable dans les entreprises! Malheureusement les députés ne font pas que dormir. Après la sieste et la partie de scrabble, il faut bien voter quelques lois pour rendre les riches encore plus riches...

Page 6>>> Proche-Orient : La violence peut elle cesser ? La guerre en Syrie dure depuis sept ans et a succédé à une série de conflits en Irak et en Iran, deux pays encore sous forte pression.
La Palestine, bafouée depuis 70 ans, continue d'être réduite par le colonialisme sioniste.

Page 8>>> Marche du Retour : Jusqu'à la victoire totale! Lancée le 30 mars dernier, à l'occasion de la Journée de la terre, la « grande marche du retour » se poursuit dans la bande de Gaza et semble bien être sur le point de s'étendre vers la Cisjordanie occupée.

Page 10>> Syrie : Les parasites impérialistes US et français s'accrochent à l'Est de l'Euphrate. La Russie accuse les USA d'essayer de créer un quasi-État en Syrie et accorde à ce pays la livraison des lance missiles S-300.

Page 11>>> 2008-2018 Situation internationale : 10 ans de crise, Quel remède ?
Les prolétaires victimes des guerres, les prolétaires réfugiés, et tous les prolétaires des métropoles impérialistes elles-même n'ont pas d'intérêts différents, quant au fond.

Leur intérêt commun est d'assurer la défaite de l'impérialisme partout où les peuples résistent et préparer, par leur lutte et leur organisation de classe, l'avènement d'un monde gérant les ressources de la planète, la production et les services, en fonction des besoins sociaux réels des populations, et non en vue d'accumuler du capital.

Page 18>>> Les machines produisent-elle de la valeur ?
Avec l'arrivée des robots et des intelligences artificielles (IA), on se pose la question de savoir par exemple s'il faut taxer les robots, s'il faut instaurer un revenu universel, ou d'autres idées de ce genre. Des économistes, des politiques comme Benoît Hamon et même des hommes d'affaire comme Bill Gates parlent par exemple de « taxer les robots ».

Ce serait à croire que les robots créent de la valeur. Ce serait faire croire aussi qu'on peut empêcher la robotisation de l'économie, et donc sauver les emplois.

Le FMI prédit une nouvelle crise économique mondiale

Ces derniers temps, de nombreuses institutions mondiales avertissent qu'une nouvelle crise va avoir lieu.

Le Fonds monétaire international a mis en garde que l'économie mondiale risque une nouvelle crise financière, à la suite de l'incapacité des gouvernements et des régulateurs à mener à bien toutes les réformes nécessaires pour protéger le système contre les comportements irresponsables.

Avec des niveaux d'endettement mondiaux bien supérieurs à ceux enregistrés lors du dernier krach de 2008, il subsiste un risque que des éléments non réglementés du système financier provoquent une panique mondiale, a déclaré le prêteur en dernier ressort basé à Washington.

L'avertissement du rapport du FMI sur la stabilité financière dans le monde, faisant écho aux inquiétudes similaires, est que la complaisance des autorités de réglementation et une réaction brutale contre les accords internationaux, en particulier de l'administration américaine de Donald Trump, ont sapé les efforts déployés pour se préparer à un nouveau ralentissement. (Source : The Guardian)

JP Morgan prédit une super-crise économique pour 2020

10 ans après la faillite de Lehman Brothers et l'effondrement des marchés qui a suivi en 2008, la banque américaine JP Morgan compare la situation actuelle avec celle de 2008 et prédit une nouvelle crise.

Le principal constat est que depuis 2008, la dette mondiale a explosé.

La dette souveraine mondiale a augmenté de 26 points de PIB depuis 2007. La majeure partie de la hausse se situe dans les marchés développés (DM) où la dette par rapport au PIB a bondi d'environ 41 points, contre 12% dans les pays émergents. Les déficits budgétaires étant encore relativement élevés, rien n'indique que le niveau de la dette diminuera dans un avenir prévisible. La part des prêts publics dans le PIB en pourcentage du PIB a chuté de plus de 8 points de pourcentage pour atteindre près de -9% en 2009, après avoir atteint un sommet de 7,3% en 2009. le déficit reste élevé à 2,9% du PIB. Aux États-Unis, le déficit budgétaire devrait atteindre 5,4% du PIB à la fin de 2019.

Le rapport s'inquiète également de la bulle du logement, du bilan des banques centrales, de la dette des ménages et des réglementations inefficaces. Enfin, le rapport indique que la croissance mondiale ne s'est toujours pas remise de la crise précédente.

Face à cela, les banques ne seraient plus aussi vulnérables qu'en 2008 grâce aux réglementations qui

avaient été décidées après la crise (ici, il est évident que le rapport ment, une banque n'a pas intérêt à dire que le système bancaire est en faillite).

Le rapport indique l'origine probable de la prochaine crise, à savoir la fin des mesures prises par la banques centrales pour sauver le système en 2008.

les risques extrêmes devraient également augmenter en 2019 sous l'effet des retraits de politique monétaire sans précédent. (Source : JP Morgan)

La prochaine crise sera donc sans doute très différente de la précédente.

Des PDG de grandes entreprises américaines vendent leurs actions

Alors que les marchés actions occidentaux continuent de battre des records, des PDG de grandes entreprises semblent penser qu'il faut vendre les actions de leur entreprise. Les décisions de ces investisseurs "initiés" indique qu'ils préfèrent être prudents ou qu'ils anticipent l'effondrement du marché action.

Selon une analyse des dépôts réglementaires de TrimTabs Investment Research, les initiés des sociétés américaines ont cédé 5,7 milliards de dollars en actions ce mois-ci, soit le plus haut niveau enregistré en septembre au cours de la dernière décennie.

Ce n'est pas une nouvelle tendance. Selon TrimTabs, les initiés, qui comprennent des dirigeants et des administrateurs, ont également vendu des actions en août au rythme le plus rapide depuis 10 ans.

La vente est remarquable car elle a eu lieu alors que le marché a fortement rebondi après une chute au début de 2018. Alimenté par des réductions d'impôts et une économie forte, le Dow a récemment enregistré son premier record depuis janvier.

Certains initiés des entreprises ont une grande partie de leur valeur nette en stock, il se peut donc qu'ils exercent simplement la prudence. Le marché haussier, déjà le plus long de l'histoire, ne peut durer éternellement. (Source : CNN Money).

Ce que nous pouvons conclure, c'est que les "initiés" se préparent à la prochaine crise.

La pauvreté augmente en France

Depuis la crise de 2008, le nombre de pauvres a augmenté en France. Il est passé de 4,4 à 5 millions de personnes, ou de 8 ou 8,8 millions de personnes selon la méthode de calcul. Cela représente une augmentation de plusieurs centaines de milliers de personnes.

Les licenciements et la difficulté pour les jeunes de trouver un travail expliquent en grande partie cette pauvreté.

Le nombre de pauvres par rapport à la population totale a également augmenté de 6,9% entre 2006 et 2016. Puisque la pauvreté est le résultat de la crise, on aurait du observer une baisse de la pauvreté après la soit disant reprise des dernières années. Mais cette reprise a été bien plus faible que la reprise des années 1995-2000. Donc en cas de prochaine crise, la pauvreté va continuer sa tendance à la

hausse.

L'intensité de la pauvreté aussi a augmenté entre 2002 et 2016. Elle est passée de 14,3% à 17,3%.
(Source : Xerfi)

En fait, ces données reflètent le déclin de la classe moyenne en France qui devient plus important à chaque crise.

Comment les "élites" dépensent votre argent

Pendant que la misère augmente pour une grande partie de la population, le train de vie des "élites" est toujours aussi "modeste"...

Après Agnès Saal, l'ex-directrice de l'Institut national de l'audiovisuel, qui avait été épinglée pour des frais de taxis exorbitants (40.000 euros en moins d'un an), autour de Jean-Paul Cluzel de devoir rendre des comptes. En cinq ans, l'ancien patron du Grand Palais a ainsi dépensé 410.000 euros, rapporte Le Canard Enchaîné à paraître ce mercredi. (...)

C'est en effet le constat établi par la Cour des comptes, qui déplore selon l'hebdomadaire le train de vie de l'ex-dirigeant. Notamment l'année 2014, pour laquelle les frais de déplacement se sont élevés à 95.090 euros.

Joint par Le Canard, Jean-Paul Cluzel précise qu'une partie du montant mis en cause était dédié aux déplacements de certains invité, ramenant la facture de ses frais personnels à...362.000 euros.

Ancien inspecteur des finances, Jean-Paul Cluzel a tour à tour été directeur de l'Opéra de Paris, président de Radio France, et président de l'établissement public du Grand Palais. Il a quitté ses fonctions en 2016.

Au même moment, on apprend que les soit-disant "élites" continuent à dépenser l'argent public pour leurs petits caprices personnels : Immobilier, secrétariat, voyages... l'Assemblée nationale expose son budget

C'est un gouffre financier qui se creuse sous les élégantes colonnades de l'Assemblée nationale. Un document confidentiel du Parlement, que nous avons pu consulter et préparant le budget 2019, est sans appel : l'Assemblée devra puiser dans ses réserves près de 47 millions d'euros l'an prochain (sur un total de 318 millions) contre 28,4 millions prévus à la fin de l'an dernier.

Dès mars 2018, cette évolution semblait inéluctable puisqu'un budget rectificatif avait augmenté substantiellement les dépenses en faveur des collaborateurs des députés. Et ce, en toute discrétion. Les dépenses totales du budget passaient ainsi à 567, 35 millions d'euros pour 2018, soit une revalorisation de plus de 17 millions d'euros par rapport au budget initial.

Ils s'achèteraient soit disant du nouveau matériel pour moderniser l'assemblée nationale.

Le courrier, les taxis et le téléphone explosent

Ce sont les « autres charges » inscrites au Budget 2019 de l'Assemblée nationale. Elles augmenteraient de près de 160 % (à 16, 60 millions d'euros) entre le budget initial 2018 et celui prévu pour l'an prochain. Parmi elles, les frais de comptabilité, les frais postaux ou de taxi, le téléphone, l'équipement numérique des députés et de leurs collaborateurs, des tablettes aux ordinateurs et à la connexion en Wi-Fi.

Ces crédits sont, en outre, « fongibles », c'est-à-dire reportables d'un poste à l'autre et d'une année sur l'autre durant la période de la législature s'ils ne sont pas totalement consommés.

« J'assume totalement cette priorité, martèle Florian Bachelier. Ce sont, pour la plupart d'entre elles, des dépenses d'investissement nécessaires à la modernisation de l'Assemblée et à l'efficacité du travail des parlementaires. Elles se substituent à des frais de papier ou de photocopies. »(Source : BFM TV)

Ne vous inquiétez pas, ces tablettes serviront à occuper nos députés entre deux siestes. Rappelons que ce genre d'affaire n'est pas nouveau. On sait par exemple la vie de vie de luxe mènent les hauts fonctionnaires de l'assemblée nationale, ou encore comment les hauts fonctionnaires de Bercy sont payés jusqu'à 300 000€ par mois pour aider leur ancien employeur à ne pas payer d'impôts.

Les députés de La République en marche votent pour plus d'opacité comptable dans les entreprises

Malheureusement les députés ne font pas que dormir. Après la sieste et la partie de scrabble, il faut bien voter quelques lois pour rendre les riches encore plus riches...

Depuis plusieurs années, l'opacité des informations économiques est constamment étendue. L'ordonnance du 30 janvier 2014 avait créé une possibilité pour les microentreprises de déposer leurs comptes de résultat avec déclaration de confidentialité, rendant impossible leur accès par le public. La loi Macron de 2015 avait élargi cette option aux petites entreprises. Récemment, la loi du 10 août 2018 a étendu le champ des sociétés qui peuvent ne pas établir de rapport de gestion.(Source : Dalloz Actualité)

On comprend effectivement qu'avec la montée de la pauvreté en France, il est plus prudent que les pauvres ne sachent pas combien les entreprises font de profit.

Proche-Orient : La violence peut elle cesser ?

La guerre en Syrie dure depuis sept ans et a succédé à une série de conflits en Irak et en Iran, deux pays encore sous forte pression.

La Palestine, bafouée depuis 70 ans, continue d'être réduite par le colonialisme sioniste.

Dans la nuit du 8 au 9 Août, lors d'un raid aérien israélien qui a touché Jafarawi, dans le centre de la bande de Gaza, Enas Khammash, une Palestinienne de 23 ans, enceinte de 9 mois, et sa fille Bayan de 18 mois ont été tuées alors qu'elles se trouvaient dans leur chambre à coucher. Le mari de cette femme a été blessé.

Le 10 octobre, Aliza Bin-Noun, ambassadrice d'Israël en France a osé demander à France 2 d'annuler la diffusion d'un reportage sur la jeunesse mutilée par les snipers sionistes dans la bande de Gaza. Heureusement, le reportage est passé, montrant l'héroïsme de la Résistance Populaire palestinienne.

Depuis le 30 Mars, 198 morts et des milliers de blessés, dont de nombreux mutilés.

Leur seul tort était de vouloir retrouver la dignité et le droit de vivre, de travailler et de cultiver, sur leurs terres ancestrales, volées par l'occupant sioniste.

La presse française et occidentale, en général, nous parle sans cesse d'une guerre « contre le terrorisme ». Or, au vu de ces derniers mois, il apparaît clairement qu'en Syrie le « terrorisme » est en fait manipulé par les impérialistes US et leurs alliés, y compris dans le monde arabe, pour justifier ces guerres et recoloniser, directement ou non, les peuples et les nations qui leur résistent.

Ce sont essentiellement ces manipulations du terrorisme qui ont engendré la guerre en Syrie et jeté sur les routes des millions de réfugiés. Les accueillir, en France ou ailleurs, cela ne constitue pas une justification pour continuer la guerre. C'est la volonté réelle de mettre fin à l'agression impérialiste, y compris celle de la France, encore présente en Syrie dans la zone d'occupation rebaptisée « Rojava », qui sera le vrai signal de la paix et du début d'une reconstruction durable.

Ce qui maintient encore aujourd'hui l'état de guerre en Syrie, c'est la présence des impérialistes US et de leurs alliés, dont les impérialistes français. Le prétexte en était donc l'invasion terroriste, en réalité provoquée par eux-mêmes, et qu'ils ne combattaient que très mollement, dans l'espoir que cela détruirait la nation syrienne et la mettrait à leur botte, avec un gouvernement directement manipulé par eux.

Mais c'était sans compter sur la solidarité traditionnelle de la Russie avec la nation syrienne, remontant déjà à l'ère soviétique, ainsi que sur celle de l'Iran.

C'est l'appui de la Russie à la nation Syrienne qui a commencé à faire reculer le terrorisme, et même obligé les USA et à la France à éliminer une partie de leurs pions terroristes pour les remplacer par le système d'occupation « Rojava », relativement moins sanguinaire que celui de Daech. Pour autant, ce système d'occupation impérialiste instrumentalise maintenant les justes revendications des minorités kurdes pour maintenir la division de la Syrie à l'Est de l'Euphrate et faire obstacle à l'unité nationale syrienne et à la paix. Il est la preuve que les impérialistes US et français veulent continuer la guerre et se moquent bien du droit des peuples, en réalité.

Alors que tous ont leur place dans un règlement politique global de la situation au Proche-Orient, une fois débarrassé de l'ingérence impérialiste !

L'Iran, pour sa part dans le combat anti-impérialiste, s'était déjà engagé dans un soutien sans faille à la Résistance, au Liban et en Palestine.

La chute de la nation syrienne aurait été non seulement une victoire pour les impérialistes US et leurs alliés, mais aussi pour les sionistes.

Cela aurait été non seulement une défaite mortelle pour la Syrie elle-même, mais aussi une grave défaite pour le Liban et la Palestine, et pour tous les peuples qui luttent pour leur indépendance.

Jusqu'à un passé récent, Israël arrivait encore à entretenir des relations relativement amicales avec la Russie, du fait de l'émigration de nombreux juifs d'origine russe en Israël.

Mais récemment, suite à un piège tendu par l'aviation israélienne, et au mépris de leurs accords passés, un avion russe a été abattu avec 15 soldats russes à bord.

Estimant sa confiance trahie, la Russie a encore renforcé son alliance avec la Syrie, en lui fournissant un armement de défense anti-aérienne (batteries de missiles S-300) susceptible d'empêcher le renouvellement d'une telle tragédie. Du même coup, cela met également un frein sérieux aux interventions israéliennes contre les positions défendues par l'Iran et ses alliés en Syrie.

C'est donc l'ensemble de la Résistance régionale, Syrie, Iran, Liban, Palestine, qui s'en trouve

grandement renforcée !

Ce n'est que par la synchronisation et l'unité des forces locales de la Résistance, en Iran, au Liban, en Palestine, en Syrie, en Irak, au Yémen, et avec leur allié traditionnel, la Russie, que l'impérialisme et son allié sioniste pourront être vaincus !

Cette situation de guerre, voulue et encore actuellement maintenue par les impérialistes, à déjà fait des milliers de victimes et déplacé des millions de personnes, et certaines, jusqu'en Occident, y compris en France.

Toutes, indépendamment de leurs origines nationales, ethniques et religieuses, ont le même intérêt à un règlement pacifique global respectant le droit des peuples au Proche-Orient. Toutes ces personnes, déplacées et réfugiées, se trouvent aujourd'hui dans des situations sociales précaires qui en font un réservoir de main d'œuvre à bon marché, y compris pour les capitalistes français, qui sont déjà les complices des impérialistes US et les responsables de la guerre, dans les pays d'origine des réfugiés.

La lutte pour une vie décente, que ce soit en Occident ou pour le droit des peuples au Proche-Orient, c'est toujours une seule et même lutte. C'est une lutte qui doit à la fois être solidaire de la Résistance des peuples, sur place, au Proche-Orient, et solidaire de la lutte des travailleurs, en Occident, contre le capitalisme, qui est la base de l'impérialisme et la cause des guerres.

(Source TML)

Marche du Retour : Jusqu'à la victoire totale!

Lancée le 30 mars dernier, à l'occasion de la Journée de la terre, la « grande marche du retour » se poursuit dans la bande de Gaza et semble bien être sur le point de s'étendre vers la Cisjordanie occupée. La 29e marche du vendredi 12/10 s'est achevée par un massacre perpétré par les sionistes, une fois encore, avec l'exécution de 7 manifestants. Près de 300 blessés, dont certains gravement atteints par des balles explosives, ont été transportés par des ambulances, ciblées également par les soldats sionistes.

La « grande marche du retour » a dévoilé toute la brutalité, la cruauté, le racisme et l'arrogance de l'entité d'occupation, mais aussi sa faiblesse, son instabilité politique, sa lâcheté et sa veulerie. Lorsque des dizaines de milliers de Palestiniens de tous âges se retrouvent une fois par semaine, pendant quelques heures, à proximité des barrières installées par les sionistes séparant ce qu'ils ont volé de ce qui ne l'est pas, pour manifester pacifiquement (sans armes à feu) et réclamer leur droit à retourner dans leur pays volé et leur droit à vivre dignement sans blocus, les soldats sionistes tirent, blessent, estropient, tuent et dansent de joie lorsqu'ils visent des enfants âgés de 12 ans ou des secouristes. C'est la scène renouvelée chaque semaine, depuis le 30 mars aux yeux du monde, scène à laquelle se sont ajoutées les scènes hebdomadaires maritimes, qui veulent briser le blocus meurtrier instauré depuis 12 ans sur près de deux millions d'êtres humains, blocus accepté ou encouragé par la communauté internationale.

La « grande marche du retour » dévoile l'implication, la compromission, l'hypocrisie ou l'impuissance de ce qui s'appelle « communauté internationale » lorsqu'il s'agit de l'entité coloniale sioniste. Depuis le 30 mars, les Etats et organismes internationaux qui la composent assistent à des

massacres sans oser lever la voix contre le monstre qu'ils ont engendré, aidé ou protégé. Comme elle dévoile la soumission et la bassesse des Etats arabes et musulmans qui s'empresstent de normaliser des relations avec cette entité criminelle, croyant que ce faisant, ils verront s'ouvrir à eux les portes de la fortune, alors qu'en réalité, c'est la porte de l'enfer qui s'ouvrira pour les engloutir.

Parce qu'elle se poursuit avec toute la détermination d'un peuple héroïque, la « grande marche du retour » a mis dans l'impasse et réussi à ébranler l'entité coloniale, la communauté internationale et tous ceux qui gravitent autour. Ils se posent les questions : que faire de la bande de Gaza ? Comment arrêter ces marches ? Comment jeter des miettes et faire semblant de résoudre la question du blocus tout en le maintenant ? Comment calmer les Palestiniens sans fâcher l'entité coloniale ? L'armée d'occupation a essayé de faire cesser les marches du retour en tuant, mais le nombre des participants a plus que doublé, à partir du mois de septembre, et les unités de harcèlement nocturne et récemment, l'unité des arcs à flèche, se sont ajoutées aux unités du caoutchouc, de la cisaille (cisailer les barbelés), des ballons incendiaires et des cerfs volants, car le peuple palestinien a trouvé dans ces marches, et notamment à partir de la bande de Gaza, de quoi satisfaire son ingéniosité et son courage.

L'entité coloniale, excédée par les marches du retour, essaie de trouver une solution pour les stopper. Considérant que c'est le mouvement Hamas qui les anime (ce n'est pas spécialement lui, bien qu'il y participe activement), les sionistes proposent d'alléger le blocus, et non de le supprimer, en contrepartie de l'arrêt des marches, ce que refuse complètement le haut conseil national des marches du retour, dont le président Khaled al-Batsh a récemment déclaré : « les solutions partielles des crises vécues par la bande de Gaza ne mettront pas fin aux marches du retour, car il faut que le blocus entier soit levé », ajoutant : « les marches se poursuivront jusqu'à la réalisation de leurs objectifs premiers et les sacrifices des blessés et des martyrs ne feront l'objet d'aucune concession ». Même la fin du blocus criminel contre la bande de Gaza ne fait pas partie de ces objectifs premiers, qui ont été définis dès le départ : le retour des réfugiés à leurs terres spoliées en 48, en 67 et après, et faire échec au plan américain dans ses deux volets les plus importants : al-Quds et la question des réfugiés.

Quelques mois après le début des marches du retour, la « communauté internationale » vole au secours de l'entité coloniale sioniste, en proposant de régler cette insubordination palestinienne à l'ordre impérialiste, par un allègement contrôlé du blocus, sans nécessairement passer par l'Autorité de Mahmoud Abbas. Car les marches du retour n'ont pas seulement mis dans l'impasse l'entité coloniale et ses supports, mais également l'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas, l'Egypte et le Qatar, principalement, quant à la question soulevée : comment retrouver le calme aux abords de la bande de Gaza, sans irriter l'entité sioniste, d'une part, et sans irriter Mahmoud Abbas, d'autre part, alors que les intérêts des uns et des autres semblent se contredire ? Faut-il réclamer la soumission totale de la bande de Gaza à Mahmoud Abbas, qui serait le détenteur du droit de négocier une accalmie avec l'entité d'occupation, ou bien la négocier malgré Mahmoud Abbas, dont l'éloignement de la scène est perçu par lui et par des secteurs du Fateh, comme une acceptation du « deal du siècle » de Trump ? Mais négocier l'accalmie, selon quels critères ?

La réponse de la résistance à cet imbroglio suscité par les marches du retour est simple : il faut réaliser la réconciliation inter-palestinienne, qui doit être la priorité, mais une réconciliation qui s'appuie sur le droit de résister à l'occupant et non selon les désirs du Quartet moribond, ce qui signifie qu'il n'est pas question de remettre les armes de la résistance à l'Autorité palestinienne, au vu de ce qui se passe en Cisjordanie, où la coordination sécuritaire avec l'ennemi a ouvert la voie à la colonisation et la soumission. Or, depuis quelques mois, Mahmoud Abbas et son gouvernement ne réclament qu'une seule chose : les armes de la résistance (sous l'appellation « renforcement du pouvoir », accusant les résistants de vouloir séparer la bande de Gaza de la Cisjordanie, conformément au « deal du siècle » trumpien.

Les marches du retour ont dévoilé non seulement la cruauté et la veulerie des sionistes, ni seulement la compromission de la « communauté internationale », ni seulement la bassesse des régimes arabes qui accourent vers la normalisation de leurs relations avec l'entité, mais elles ont aussi dévoilé tous

ceux qui craignent et s'opposent à la résistance, sous des prétextes divers, et qui craignent et s'opposent à des mouvements populaires, pour ne pas ébranler l'ordre impérialiste.

C'est toute l'importance des marches du retour, c'est aussi toute leur force.

Fadwa Nassar - Samedi, 13 octobre 2018

Ahmad est le plus jeune des sept. Il avait 17 ans.

Des dizaines de milliers de Gazaouis ont porté à leur dernière demeure les dépouilles des 7 martyrs tombés ce vendredi 12 octobre 2018 au champ d'honneur.

Ahmad Al Tawil (27 ans), Ahmad Abou Naïm (17 ans), Mhamad Ismaïl (29 ans), Afifi Afifi (18 ans), Abdallah Al Doghmat (25 ans), Tamer Abou Armanat (22 ans), Mhamad Abbas (21 ans). La foule leur a juré fidélité.

En représailles, le ministre sioniste Avigdor Lieberman a ordonné l'arrêt immédiat des livraisons de fioul à la bande de Gaza.

La foule des sept cortèges s'est donné rendez-vous le vendredi 19 octobre pour la 30e « Marche du retour ».

Al Faraby - Samedi, 13 octobre 2018 (Source :Assawara)

Syrie : Les parasites impérialistes US et français s'accrochent à l'Est de l'Euphrate

Ce qui s'explique à la fois par la défaite, sur le terrain, de leurs proxys terroristes et par le renforcement régional général de la situation de la résistance induit par l'isolement des sionistes, suite à leur trahison envers la Russie, et qui a entraîné la livraison des lance missiles S-300 à la Syrie.

« Lavrov accuse les USA d'essayer de créer un quasi-État en Syrie

Washington essaie de créer un quasi-Etat à l'est de l'Euphrate avec le concours de ses alliés en Syrie, d'après le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov.

Avec le concours de leurs alliés en Syrie, les États-Unis cherchent à créer un État illégitime sur les territoires syriens situés à l'est de l'Euphrate, a déclaré vendredi le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov dans une interview accordée aux médias RT France, Le Figaro et Paris Match dont des extraits ont été publiés par le ministère russe des Affaires étrangères.

«Je ne crois pas qu'Idlib soit la seule région posant des problèmes en Syrie. Il y a de vastes territoires à l'est de l'Euphrate où se produisent des choses absolument inacceptables. Les États-Unis essaient

d'utiliser ces territoires avec l'aide de leurs alliés syriens, avant tout les minorités Kurdes, pour y créer une structure quasi-étatique», a indiqué M.Lavrov.

[NDLR : En réalité, comme on l'a déjà vu sur TML, les minorités kurdes ne représentent que trois petites enclaves, au Nord-Ouest (actuellement provisoirement contrôlé par la Turquie), au Nord-Est, et au centre de la frontière Nord, à Kobané. L'extension sur toute la rive Est de l'Euphrate n'a pu se faire qu'en réutilisant des transfuges des groupes terroristes et des combattants étrangers également armés par les USA et la France, certains venant également de France, avec la bénédiction des services secrets de l'impérialisme Français, qui avaient déjà ravagé la Libye, en 2011.

Selon le ministre russe, Washington cherche à tout faire pour créer à l'Est de l'Euphrate des conditions de vie normales pour les habitants des régions concernées. Il y crée des organes du pouvoir alternatifs aux organes syriens et œuvre activement pour le retour et l'hébergement des réfugiés.

«Or ni les États-Unis ni la France ne veulent créer de conditions pour le retour des réfugiés sur les territoires contrôlés par le gouvernement syrien jusqu'à ce qu'un processus politique digne de confiance n'y commence, comme l'Occident nous l'indique», a poursuivi le ministre. La question se pose de savoir «pourquoi il ne faut pas attendre le début d'un processus digne de confiance sur la rive orientale de l'Euphrate contrôlée par les États-Unis et leurs alliés sur place», a poursuivi le ministre.

Les États-Unis veulent soit jeter les bases d'un nouvel État, soit mener «un jeu dangereux avec le Kurdistan irakien, avec l'idée du grand Kurdistan», estime M.Lavrov.

«Il n'est pas exclu que les États-Unis œuvrent pour que la situation reste tendue sur la rive orientale de l'Euphrate pour que personne ne se calme. Dans cette situation confuse, ils peuvent plus facilement atteindre leurs objectifs. Cela n'a jamais mené à rien de bon», a conclu le ministre. (Source : Sputnik)

2008-2018 Situation internationale :

10 ans de crise, Quel remède ?

Dix ans après le krach de 2008 et le sauvetage in extremis du système bancaire à grand renfort de liquidités surnuméraires déversées par les banques centrales, l'économie réellement productive ne représente toujours, et même avec une disproportion décuplée, que quelques poignées de grains de maïs noyées dans la marmite d'huile bouillonnante de la finance mondialisée...

Ce raz de marée sans précédent de liquidités injectées sur les marchés depuis 2008 a pris à nouveau essentiellement le chemin des actifs financiers, même si cela a permis, au passage de renflouer les banques naufragées...

Cette manne financière était censée, en outre, non seulement enrayer le risque de récession, mais aussi et surtout, relancer l'investissement dans l'économie réellement productive et donc engendrer une « inflation maîtrisée » en lien avec une très hypothétique reprise de la croissance économique...

Or, en dépit de l'énormité des moyens financiers mis en œuvre, et qui ont donc essentiellement

contribué à regonfler une nouvelle bulle financière, la « reprise », dix ans après la crise de 2008, reste des plus symboliques et, à peine ébauchée, elle retombe déjà comme un soufflé vite refroidi, et l'inflation suit la même courbe molle, et, de plus, essentiellement portée par la hausse de l'énergie, la hausse des taxes, et non pas par la consommation populaire, affaiblie par une avalanche de reculs sociaux rendus également incontournables pour la survie du capital.

En Europe, l'échéance de la fin des politiques monétaires de « sortie de crise » est annoncée pour Décembre 2018, tandis qu'aux USA, après un arrêt du flot de liquidités dès Octobre 2014, un plan de liquidation progressive des obligations et actifs toxiques ainsi emmagasinés par la FED s'est mis en place depuis Octobre 17...

Les conséquences réelles de ces politiques monétaires de « Quantitative Easing » sont donc encore à venir, en réalité, et elles risquent de barrer encore longtemps la route de la sortie de crise, sinon d'être elles-mêmes la cause d'une nouvelle crise majeure, qui verrait l'éclatement de la nouvelle bulle financière regonflée depuis dix ans, et sans possibilité, cette fois ci, de réemployer ce même « remède de cheval », sauf à tuer, à coup sûr, le malade...

A court terme, le risque d'un retour de la récession reste le plus grand, mais tant que l'excédent de liquidité n'est pas résorbé, et il ne peut l'être que très lentement, le risque de dérapage inflationniste n'est pas à exclure non plus, avec aussi peu de solutions possibles, sauf à risque, là encore, d'achever le malade.

C'est dans ce contexte fondamentalement instable, financièrement et économiquement, qu'éclate, et pour cause, la guerre économique entre les USA et la Chine.

Si la domination du capital financier US reste écrasante, elle se heurte néanmoins à la difficulté de pouvoir continuer à se développer et à se valoriser dans le cycle productif.

Une poignée de grains de maïs « productifs », jetés dans une marmite financière trop grande éclateront et se dilueront sans conserver le gonflement « bénéfique » du pop-corn financier souhaité au départ... L'éclatement cyclique de la bulle financière étant inévitable, l'impérialisme US tente néanmoins de sauver sa propre poignée de grains « productifs » dans l'espoir de regonfler sa part de pop-corn à l'issue de la crise, et même de manger celle des autres, si possible, et tant qu'à faire...

Sans le grain de maïs de l'économie productive, pas de pop-corn financier possible...

Si, avec le développement de l'industrie moderne, et encore plus, des nouvelles technologies, le capital financier est devenu le mode de domination indispensable à la survie du capitalisme, il n'en repose pas moins sur l'accumulation de plus-value effectuée dans le secteur productif. Conserver le contrôle d'une part essentielle du secteur productif reste donc la base de la domination de telle ou telle fraction du capital financier. Le pop-corn financier n'est jamais qu'une forme distendue et fictive de la valeur créée au départ dans le secteur productif.

Dans sa forme fictive et démesurément distendue le capital financier n'en conserve pas moins le pouvoir d'acquérir et de contrôler, à travers ses cartels et monopoles, des parts toujours plus importantes du secteur productif. C'est faute de le faire que l'aspect fictif de sa forme reprend le dessus et que la bulle éclate, que le pop-corn achève de se diluer dans l'huile refroidie de la débâcle financière et perd tout pouvoir de survie pour le capitaliste.

C'est ce que le capitaliste US a bien compris, après avoir investi plusieurs décennies durant dans le développement de l' « atelier du monde », dans lequel il avait réussi à exploiter le prolétariat chinois avec la complicité de la bourgeoisie bureaucratique maoïste finissante, et surtout, de sa fraction comprador groupée autour de Deng Xiaoping.

En allumant ce contre feu face à la bourgeoisie nationale bureaucratique d'URSS, le capital financier US, provisoirement pris à la gorge par les luttes de libération nationales du tiers monde, au tournant

des années 70, a pu se reconstituer et reprendre sa position dominante.

Néanmoins, la bourgeoisie bureaucratique chinoise, irriguée financièrement par ce flux US, en a profité pour accumuler patiemment son propre capital financier, en parasite comprador de l'exploitation US du prolétariat chinois et de la classe moyenne formée en marge de cette exploitation.

Depuis, elle n'a de cesse de s'émanciper en tant que nouveau pôle financier « indépendant », c'est à dire impérialiste à son tour.

Après avoir contribué à démanteler, avec la complicité financière des USA, les derniers restes stratégiques de l'industrie européenne, elle est désormais sur le point d'y arriver et se pose en challenger numéro 1, dans tous les domaines, de l'impérialisme US.

En total cumulé, incluant désormais officiellement Hong Kong, la Chine est, loin devant les autres, la seconde puissance financière mondiale derrière les USA, et sur le plan économique, également, voire même la première, selon différents critères statistiques, sur ce plan.

C'est ainsi que la stratégie manipulatrice de l'impérialisme US se retourne maintenant inévitablement contre lui, suivant simplement en cela les lois intrinsèques de l'économie capitaliste, auxquelles il ne saurait échapper, d'une manière ou d'une autre.

Mais cette guerre économique à laquelle il se trouve contraint pour conserver sa domination se déroule également sur le fond des guerres bien réelles, au sens basique et militaire du terme, qui se sont développées ces dernières décennies, et dont il est presque systématiquement à l'origine, directement ou non, en fonction de ses « alliances » avec diverses bourgeoisies vassales et comprador locales.

Sur ce plan, toutefois, il se heurte violemment à la résistance des peuples et des bourgeoisies nationales qui refusent d'être asservis à ses intérêts financiers et tentent de survivre indépendamment. Ces mouvements de résistance, jadis plus ou moins soutenus et fédérés par la bourgeoisie nationale bureaucratique d'URSS ont néanmoins survécu à son effondrement et l'impérialisme US et ses vassaux occidentaux ont tenté de les réduire, non sans un relatif succès, comme en Libye, mais sans parvenir complètement à leur fins, sans parvenir à établir des régimes comprador suffisamment stables pour y préserver pleinement leurs intérêts.

L'URSS elle-même, entrée dans une phase comprador avec l'ère Gorbatchev-Eltsine, s'est effondrée en tant que structure fédérant diverses nations, mais la Russie comprador d'Eltsine n'a, pas plus que d'autres régimes fantoches « sponsorisés » par les USA, réussi à trouver une stabilité dans cette soumission, ouvrant finalement le passage à un retour de la bourgeoisie nationale russe, avec Poutine comme figure de proue.

Ruinée, économiquement, la bourgeoisie nationale russe s'appuie à nouveau sur l'exploitation de ses ressources naturelles en matières premières, comme elle le faisait déjà sous l'ère Brejnev, et reconstitue son industrie militaire, héritée de la même époque, mais largement démantelée sous l'ère comprador Eltsine. Faute de pouvoir encore développer son industrie plus classique et sa finance elle tente de résister par une stratégie d'alliances avec les autres bourgeoisies nationales qui tentent elles aussi de résister à la domination US.

Le développement d'une industrie moderne et « compétitive » exige l'investissement de capitaux financiers très importants, tels qu'ils n'ont jamais pu être accumulés en Russie, depuis l'ère de la contre-révolution khrouchtchevienne, et pas non plus sous les ères bureaucratiques Brejnev et Gorbatchev, parasitées par le développement du capitalisme mafieux, issu des goulags « libérés », en marge de la bureaucratie, et, le plus souvent, en symbiose effective avec elle. C'est la grande différence de type de « développement » entre le capitalisme bureaucratique russe et le capitalisme bureaucratique chinois, irrigué, quant à lui, par les flux financiers US, dès 1972 et la célèbre entrevue Nixon-Mao.

L'importance du flux financier US, plus deux décennies d'expérience supplémentaires dans l'intégration aux flux de la finance mondialisée, ont irrémédiablement creusé l'écart entre ces deux géants, par ailleurs comparables, sur le plan géostratégique, par leur importance d'ordre planétaire.

Avec même un avantage à la Russie concernant les ressources naturelles et l'étendue de son territoire, qui en fait le plus grand pays du monde, en superficie, et l'un des mieux situés sur la planète, par rapport aux principales zones de développement économique.

A défaut d'en faire un concurrent réel en termes de capitalisme financier et industriel, cela en fait une cible évidemment extrêmement convoitée par les puissances impérialistes, aussi bien anciennes, US et européennes, que par la Chine.

Pour ne pas passer sous la domination de l'un ou de l'autre elle n'a que deux armes, dont l'une, l'exportation de matières premières, est par définition à double tranchant, du fait de la dépendance aux cours et à la concurrence en grande partie contrôlée par les USA. L'autre, c'est évidemment la force armée, coûteuse, et qui doit être rationalisée au maximum, en fonction des moyens.

La Russie, remarquée sur la scène internationale par le succès de son intervention de soutien à la bourgeoisie nationale syrienne, n'en opère pas moins à partir d'un budget extrêmement limité et en réalité inférieur à celui de la France, par exemple, qui intervient sur le même terrain en tant qu'alliée de l'impérialisme US, et dans l'espoir, à la fois, d'abattre la bourgeoisie nationale syrienne et de réduire l'influence de la Russie et de ses alliés en résistance contre l'impérialisme US.

Sur le plan financier il est également utile de rappeler que le total du capital financier russe avoisine difficilement celui de l'Espagne et reste déficitaire en termes d'échanges internationaux, entre exportation et importation de capitaux, et au total, à un niveau encore plus réduit.

Il est donc ridicule, à tous points de vue, de parler d' « impérialisme russe », comme le font ceux qui rêvent simplement de dépecer la Russie, y incluant leurs complices de « gauche » et d' « extrême-gauche », trotskystes, maoïstes, anarchistes, etc... (et parfois même, pseudo- « marxistes-léninistes »!)

Encerclée par les forces et les puissances OTANesques, sur les trois quarts de sa périphérie, et par la Chine, pour le reste, elle n'a d'autre choix que la résistance ou la soumission, comme semi-colonie, aux occidentaux ou à la Chine. C'est pourquoi il est vital, pour elle, de trouver des alliances en dehors de cette tenaille et c'est donc pourquoi elle se trouve obligée d'intervenir militairement partout où une bourgeoisie nationale locale tente de survivre et sollicite de l'aide de sa part, comme cela se produisait du temps de l'URSS, du reste.

S'il est clair que le retour de la Russie sur le devant de la scène internationale est effectivement frappant, et à plus d'un titre, il faut donc bien comprendre que le rôle de l'agresseur, dans tous les conflits où elle se trouve mêlée, n'est généralement pas le sien, mais systématiquement, même si parfois indirectement, celui de l'impérialisme US et de ses alliés et complices. En réalité, ils n'ont de cesse, directement ou indirectement, de réduire son influence, et cela en dépit de leurs engagements pris au moment du démantèlement de l'URSS, sans parler de ceux d'avant.

Faute d'oser s'en prendre encore directement à la Russie, l'impérialisme US a donc tenté de renforcer son emprise partout où il le pouvait et notamment dans les autres régions d'importance géostratégique, géo-économiques, et donc d'importance géopolitique, de par le fait. Au premier rang desquelles, le Proche-Orient, évidemment.

Le Proche-Orient combine à la fois la chance, ou la malchance, trop souvent, d'être à la fois un carrefour géostratégique et une région riche en ressources naturelles essentielles stratégiquement,

question pétrole et gaz.

Il est donc d'abord et avant tout le carrefour des convoitises impérialistes de toutes sortes et le lieu d'élection du fortin colonialiste sioniste, en voie d'expansion permanente, par tous les moyens criminels qu'on lui connaît. Mais ce fortin, Israël, avant-poste de contrôle au service des convoitises yankee, ne suffit plus, désormais, face à la révolte des autochtones palestiniens et des peuples environnants, à garantir la sécurité des ressources locales au profit de l'Occident. Un « remodelage » de toute la région a donc été entrepris, outre celui entamé par les sionistes, en vue de reconstituer une infrastructure néocoloniale à l'échelle régionale.

Après de multiples et sanglantes guerres locales fomentées par l'impérialisme et ses supplétifs terroristes locaux et « internationaux », ce plan est sur le point d'être mis totalement en échec, du à la résistance locale, soutenue par l'Iran et efficacement secondée par l'intervention russe, sollicitée par la bourgeoisie nationale syrienne.

L'Iran est clairement la poche de résistance locale qui a donné le plus de fil à retordre à toutes les tentatives impérialistes dans la région, avec ses alliés libanais et syriens. Il est clairement, désormais, la cible centrale de la stratégie de déstabilisation et d'étranglement économique pratiqué par l'impérialisme, et par les USA, en premier lieu, avant une intervention militaire qui serait certainement, par contre, encore plus ardue, pour les impérialistes, que les précédentes...

Dans le même esprit kollaborationniste qui anime une grande partie de nos « démocrates » occidentaux et autres « gauchistes » prétendument « humanistes », l'Iran serait aussi un de ces « impérialismes » locaux à vocation expansionniste et prédatrice de son voisinage... Une sorte de version locale du prétendu « impérialisme russe ». Là encore, le ridicule n'arrête pas ces propagandistes zélés du véritable impérialisme, généralement le leur, en dépit d'un rapport de proportion encore plus dérisoire, si possible : le capital financier de l'Iran est de l'ordre du 1/5ème de celui de la Russie, sa capacité d' « exportation » de capitaux quasiment indétectable, et quant à ses possibilités d'accueillir quelques investissements étrangers, on a rapidement vu ce qu'il en était dès que l'Oncle Sam-Trump a levé la main pour dire « stop ! »...

De Moscou à Téhéran, et dans toute les régions où ces deux pays ont des alliés, s'est donc ouverte une ligne de fracture solidarisant entre elles, par nécessité, les bourgeoisies nationales récalcitrantes et résistantes face à la rapacité de l'impérialisme, et de l'impérialisme US, en premier lieu.

C'est, actuellement, à l'échelle planétaire, le seul front sur lequel l'impérialisme a subit quelques revers significatifs, ces derniers mois, et cela après une suite d'agressions diverses, en Afghanistan, Irak, Lybie, etc... où tous ses objectifs sont loin d'avoir été atteints, cependant. Au Yémen, encore actuellement, le sort du combat est loin d'être décidé et la résistance continue, avec, là aussi, le soutien de l'Iran.

D'une manière générale, il n'y a pas, pour autant, d'illusions à se faire sur la nature sociale des bourgeoisies nationales, même en phase de résistance anti-impérialiste. Elles restent les tenantes d'un régime capitaliste, et ne font que les concessions sociales qui leur sont nécessaires pour obtenir une certaine cohésion populaire de soutien à leur régime, ou bien que le prolétariat les contraint à céder par ses luttes. Le cas de la réforme réactionnaire des retraites en Russie est exemplaire à ce sujet. Les reculs sociaux leurs sont aussi en partie dictés par les restrictions financières et les sanctions économiques imposées par l'impérialisme. Elles se trouvent donc constamment à la fois dans la tentation de capituler pour espérer un relâchement de ce côté et dans celle de recréer une cohésion nationale au détriment de leur propre intérêt immédiat. Leur statut n'est donc jamais durablement fixé mais pour autant leur capitulation vis à vis de l'impérialisme n'a jamais apporté que des reculs sociaux encore pire pour le prolétariat, et une dégradation générale de ses conditions de vie et de lutte.

Pour les prolétaires de ces pays, la situation est particulièrement difficile et complexe, car il ne doivent en aucun cas renoncer à l'autonomie de leur classe et de leur organisation de classe, et la créer de façon

tout à fait indépendante, le cas échéant, et continuer de la renforcer, quoi qu'il en soit. Néanmoins il doivent également absolument éviter de se faire le jouet des manipulations impérialistes visant à instrumentaliser leurs luttes au service des factions comprador de la bourgeoisie locale.

En occident, et, d'une manière générale, dans les métropoles impérialistes, il n'y existe évidemment plus du tout de restes significatifs de la bourgeoisie nationale, quoi que prétendent certains opportunistes, et la situation est donc plus simple : il n'y a pas de transition possible qui ne soit directement une rupture avec le capitalisme et l'économie de marché, qui en est la base actuelle. C'est la réorganisation de la production et des services, en fonction des besoins sociaux les plus urgents, définis démocratiquement par le plan-programme, qui est le seul objectif politique pouvant unifier le prolétariat et les autres couches populaires dans une perspective d'avenir meilleur. La survivance de très petites entreprises, essentiellement individuelles, ou « autogérées » est peut être possible, dans un premier temps, jusqu'à leur intégration à un système coopératif en lien avec le plan, mais pour tout ce qui est vital et stratégiquement essentiel, c'est la détermination des besoins collectifs qui donne la direction à suivre, et non les aléas du marché.

Pour autant, même si les reculs sociaux se sont accélérés et accumulés depuis 2008, en Occident, les luttes sociales y sont encore loin d'avoir remis en cause le capitalisme et l'impérialisme. Tout au plus, elle n'ont fait que tenter, sans aucune chance de succès, d'en revenir au statu quo ante, tel qu'à l'époque d'avant la crise, sans percevoir le changement de paradigme impliqué par la mondialisation et l'émergence de l'empire industriel chinois et d'autres pays sur la scène internationale.

Même la gauche syndicale et politique s'est contentée, et se contente encore, en France notamment, de rabâcher son ronron réformiste, en usant, formellement, au plus fort des luttes, et pour ne pas perdre sa base, d'un langage un peu plus « radical » dans la formulation de ses revendications réformistes. Fondamentalement, elle reste dans le soutien de son propre impérialisme et de l'impérialisme US qui le chapeaute, et cela au nom de la « démocratie » et de l' « humanisme » ! Accessoirement, une autre aile « gauche de la gauche » verse dans le soutien, plus ou moins clairement stipendié, à l'impérialisme chinois, feignant d'ignorer le fait que derrière ce prétendu « socialisme à la chinoise » se dissimule le même système d'exploitation capitaliste/impérialiste.

Ce que les guerres du Proche-Orient ont mis en lumière, même si ce n'est pas encore perçu de tous, c'est la capacité de l'impérialisme, à travers la manipulation du terrorisme, à inverser les rôles et à se présenter comme défenseur des libertés, tout en agressant les peuples et les nations qui veulent simplement conserver leur indépendance et se développer économiquement en dehors de sa domination.

De la même façon, et encore plus efficacement, il parvient à inverser les responsabilités concernant les flots de réfugiés et de migrants engendrés par ses guerres d'agression. Il parvient, en manipulant les mouvements réellement humanistes à solidariser les population des métropoles avec les victimes de ses guerres, mais en en dissimulant les causes économiques et financières réelles et tente, de cette manière, de les légitimer.

Alors que ces flots de migrations, comme les précédents, iront simplement grossir la masse des prolétaires exploitables dans les métropoles, et, avec la crise, principalement accroître la masse des chômeurs, faire pression sur les salaires, creuser les inégalités et accentuer les conflits racistes inter-communautaires, pour le plus grand profit du capital.

Alors que le moyen évident, mais ainsi dissimulé par le capital, pour éviter ces guerres et ces flots de misère et de mort, c'est tout simplement la fin du système capitaliste et impérialiste.

Les prolétaires et l'ensemble des travailleurs des métropoles n'ont pas d'autres intérêts immédiats, quant au fond, que ceux des millions de victimes des guerres impérialistes du Proche-Orient et d'ailleurs.

C'est la crise intrinsèque du système capitaliste mondialisé qui engendre et exacerbe son agressivité destructrice. La finance impérialiste doit s'étendre partout où c'est encore possible pour trouver de nouvelles opportunités de profits, et cela passe par la destruction de tout ce qui lui résiste, destruction par elle-même « profitable » au sens capitaliste du terme, en engendrant de nouvelles inégalités sociales à l'échelle internationale et de nouveaux marchés de « reconstruction ».

Mais la finance mondialisée n'a jamais pour but de répondre réellement aux besoins des populations. La crise de 2007-2008, dite des « subprimes », a commencé avec les crédits litigieux accordés aux familles des classes populaires incapables de trouver un logement autrement. Le but de l'opération n'était évidemment pas de loger les pauvres, mais bien une vaste escroquerie financière, et « légale », qui plus est, au regard du système capitaliste.

Aujourd'hui le système tente encore de légitimer toutes les ruines et les guerres qui s'en sont suivies...

Alors qu'il n'a évidemment aucune motivation de répondre aux besoins réels des populations, mais seulement de continuer à entasser des profits.

Et pour y arriver il a désormais autant besoin, dans sa phase de crise systémique, des guerres réelles qu'il développe à tous propos que de la guerre économique, prélude potentiel à une confrontation généralisée, une troisième guerre mondiale, qui mènerait l'humanité encore plus près de sa fin que ne le fait l'exploitation actuelle des ressources humaines et naturelles.

La situation tragique du Proche-Orient est actuellement l'illustration sanglante de ce qu'est la nature réelle du capitalisme/impérialisme, mais les mêmes causes et les mêmes effets se retrouvent aux quatre coins de la planète.

Les prolétaires victimes des guerres, les prolétaires réfugiés, et tous les prolétaires des métropoles impérialistes elles-même n'ont pas d'intérêts différents, quant au fond.

Leur intérêt commun est d'assurer la défaite de l'impérialisme partout où les peuples résistent et préparer, par leur lutte et leur organisation de classe, l'avènement d'un monde gérant les ressources de la planète, la production et les services, en fonction des besoins sociaux réels des populations, et non en vue d'accumuler du capital !

La lutte anticapitaliste dans les métropoles n'a de sens que si elle intègre la solidarité avec les peuples déjà en lutte contre l'impérialisme, dans un mouvement de résistance globale, anticapitaliste et anti-impérialiste !

Dans le rapport de forces actuel, la compréhension de cette solidarité, nécessaire à la fois pour dépasser les clivages intra-communautaires et le stade de la kollaboration de classe pseudo- « humaniste », c'est un premier pas vers l'émergence d'une conscience de classe nouvelle, reflétant la réalité de la situation du prolétariat en ce début de 21ème siècle.

(Source:TML)

Les machines produisent-elle de la valeur ?

Avec l'arrivée des robots et des intelligences artificielles (IA), on se pose la question de savoir par exemple s'il faut taxer les robots, s'il faut instaurer un revenu universel, ou d'autres idées de ce genre. Des économistes, des politiques comme Benoît Hamon et même des hommes d'affaire comme Bill Gates parlent par exemple de « taxer les robots ».

Ce serait à croire que les robots créent de la valeur. Ce serait faire croire aussi qu'on peut empêcher la robotisation de l'économie, et donc sauver les emplois.

En effet, à terme, tous les emplois sont menacés. Mais comme les « élites » n'ont aucune solution, elles font tout pour que le peuple ne soit pas informé. Elles font tout aussi pour laisser entendre qu'elles auraient une solution (taxer les robots, créer un « revenu universel », etc.).

En réalité il n'y a pas de solution, le capitalisme ne résoudra pas le problème des robots.

1- Pourquoi le capitalisme conduit à la robotisation

On l'oublie souvent mais ce sujet de la robotisation est l'un des sujets le plus important abordé dans Le Capital de Karl Marx.

Ce vieux livre qui paraît-il est dépassé, mais que nos « élites » reconnaissent lire encore.

D'après Marx, les capitalistes sont en concurrence, et donc ils doivent faire le plus de profit possible. Cela veut dire par exemple remplacer des travailleurs par des machines. Il suffit qu'une seule entreprise d'un secteur remplace des travailleurs par des machines et les autres sont obligées de faire pareil.

Dans un premier temps, une entreprise veut prendre l'avantage. Elle investit dans des machines, diminue le nombre (relatif ou absolu) de travailleurs. Elle fait alors plus de profit et menace ses concurrentes.

Les entreprises concurrentes doivent alors elles aussi investir dans ces machines. Ainsi finalement toutes les entreprises du secteur ont remplacé des travailleurs par des machines, et le cycle recommence.

« s'il arrive qu'un producteur parvient à fabriquer à meilleur compte et à vendre moins cher, par conséquent à occuper plus de place sur le marché, ses concurrents se voient obligés, l'un après l'autre, d'appliquer également un procédé plus économique, apportant une nouvelle réduction de la quantité de travail socialement nécessaire. »

Karl Marx, Le Capital - Livre III, §2, X

Ainsi, chaque capitaliste suit son intérêt individuel en remplaçant les travailleurs par des machines. Mais d'un point de vue global, cela conduit à un problème impossible à résoudre pour le capitalisme.

2- Les machines ne créent pas de valeur

Le problème, c'est que les machines ne créent pas de valeur.

A priori, on pourrait croire qu'une machine crée de la valeur. On voit un produit qui sort de la machine, elle fabrique un objet, donc on se dit : « elle crée de la valeur ». En réalité, la seule chose qu'on peut en déduire, c'est qu'elle fabrique un objet, rien de plus.

Fabriquer un objet et créer de la valeur sont deux choses différentes.

Marx explique que la machine ne crée pas de valeur mais transmet simplement sa propre valeur aux marchandises qu'elle fabrique.

« Il est évident au premier coup d'œil que l'industrie mécanique, en s'incorporant la science et des forces naturelles augmente d'une manière merveilleuse la productivité du travail, on peut cependant demander si ce qui est gagné d'un côté n'est pas perdu de l'autre, si l'emploi de machines économise plus de travail que n'en coûtent leur construction et leur entretien. Comme tout autre élément du capital constant, la machine ne produit pas de valeur, mais transmet simplement la sienne à l'article qu'elle sert à fabriquer. C'est ainsi que sa propre valeur entre dans celle du produit. Au lieu de le rendre meilleur marché, elle l'enchérit en proportion de ce qu'elle vaut. »

Karl Marx, Le Capital - Livre premier, IV^o section, XV, II

Le problème est que le concept de valeur est assez difficile à comprendre. Il faut pour cela être à l'aise avec les abstractions.

Mais nous allons essayer d'expliquer ce concept de façon plus simple.

Lorsque les hommes échangent des choses entre eux, on se rend compte que toutes ces choses qui sont échangées ont un point commun : il a fallu travailler pour les produire. Prenez n'importe quel marchandise, elle a nécessité pour être produite : des matières premières, des outils, des machines, et surtout des travailleurs.

Par exemple pour produire une voiture, il faut du métal et d'autres matériaux, une chaîne de montage et des ouvriers.

Or, le métal, les matériaux et la chaîne de montage sont aussi des marchandises.

Donc on vient à cette vérité assez simple :

marchandise 1 + travail = marchandise 2

On pourrait alors se demander de quoi est faite la marchandise 1. Eh bien on pourrait aussi écrire que :

marchandise 0 + travail = marchandise 1

La marchandise 0 a été elle-même faite à partir de marchandises et de travail.

Ce qui apparaît en réalité, c'est que toutes les marchandises sont le produit de marchandises antérieures et de travail. Et donc, au final, le point commun qu'ont toutes les marchandises, c'est d'être la combinaison d'un travail passé (ou mort) et d'un travail vivant.

Quand un homme produit un objet, son travail vivant se cristallise dans cet objet, qui devient alors du travail mort.

Par exemple, un cordonnier qui fabrique une chaussure va utiliser du cuir (travail mort) et sa force de travail (travail vivant) pour aboutir à une chaussure (travail mort).

Ici, l'idée est donc que tout ce qui s'échange dans la société, c'est du temps de travail. Il existe sous deux

formes : le travail mort (les marchandises) et le travail vivant (qu'on vend par exemple en échange d'un salaire).

Créer de la valeur, c'est donc ajouter du temps de travail vivant à une marchandise pour produire une autre marchandise. Et cette autre marchandise aura donc une valeur supérieure à celle de la matière première initiale.

Par exemple la chaussure a plus de valeur que le cuir initial car le cordonnier y a incorporé son temps de travail.

Quand on achète une chaussure au cordonnier, on a pas à travailler soi-même pour fabriquer la chaussure. Le cordonnier l'a fait pour nous, mais comme il a dépensé son temps, il veut quelque chose en échange : de l'argent, qui lui permettra d'acheter lui aussi des marchandises, c'est à dire le produit du travail des autres.

Ainsi on voit que ce qui s'échange, c'est du temps de travail contre du temps de travail.

Ce n'est pas la même chose avec les machines, parce que **les machines ne travaillent pas**. Elles font bien sur un mouvement mécanique qui donne le même résultat que le travail d'un homme, mais elles ne dépensent pas leur temps, ce ne sont pas des êtres conscients. Elles n'exigent pas non plus un salaire en échange de leur activité et ne peuvent pas posséder quoi que ce soit ni acheter ni vendre des marchandises.

Mais alors pourquoi ce qui sort d'une machine a une valeur ?

Marx nous l'expliquait tout à l'heure. La machine ne crée pas de valeur mais par contre elle a une valeur. En effet il faut du temps de travail pour la produire. Donc celui qui possède une machine a un objet de valeur. Cet objet a un certain pouvoir de fabrication. Celui qui possède la machine possède donc ce pouvoir de fabrication qui a une certaine valeur. C'est cela qu'il vend, c'est cela qui se transmet aux marchandises que la machine fabrique.

Par exemple, si une machine peut aider à produire 1000 voitures avant d'être complètement usée, alors elle aura transmis un millième de sa valeur à chaque voiture.

Au final, il n'y a que le travail (humain) qui crée de la valeur.

Le problème, c'est qu'en remplaçant le travail par des machines, on crée un monde où il n'y a plus besoin de travail. Or le capitalisme repose sur l'échange de temps de travail. Mais à quoi bon échanger ce qui n'a plus aucune valeur ? Si tout est produit par des machines, plus rien n'a de valeur car plus rien ne nécessite de temps de travail.

Le capitalisme ne résoudra pas ce problème. Cela ne peut à long terme que créer du chômage et des crises. Peu importe ce que les « élites » disent pour faire croire qu'il n'y a pas de problème, la robotisation est un problème que le capitalisme ne peut pas résoudre. C'est un changement complet de société qui s'impose.

(Source Prolétaire-WH)
